



# RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE

2025

Loi 2018-32 du 22 janvier 2018

Décret 2016-841 du 24 juin 2016

## **PREAMBULE**

La loi d'orientation 92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République, en son article 11, précise que les collectivités territoriales de 3 500 habitants et plus doivent tenir un Débat d'Orientations Budgétaires (DOB) dans un délai de deux mois qui précèdent l'examen du budget. Cette formalité s'applique également aux CCAS des communes concernées.

Plus récemment, l'article 107 de la loi Nouvelle Organisation Territoriale de la République (Notre) du 7 août 2015 a modifié les articles L2312-1, L3312-1, L 5211-36 du CGCT relatifs au DOB en complétant les dispositions relatives à la forme et au contenu du débat.

Désormais, dans les CCAS des communes de plus de 3500 habitants, le débat d'orientation budgétaire doit s'appuyer sur un rapport d'orientation budgétaire qui sera porté à la connaissance des administrateurs. Ce débat fait l'objet d'une délibération spécifique.

## **CONTEXTE GENERAL DES FINANCES LOCALES**

### **Le contexte international**

La croissance mondiale s'est accélérée début 2025, grâce au regain d'activité en Chine et à la progression du PIB plus forte que prévu aux Etats-Unis. La dynamique de la croissance mondiale demeure fragile, étant donné les tensions géopolitiques au Moyen-Orient, la guerre en Ukraine, la faiblesse persistante du marché immobilier chinois.

#### **Perspectives globales**

La croissance mondiale devrait s'établir à 3,3 % en 2025 comme en 2026, un niveau inférieur à sa moyenne historique. En effet, la révision à la hausse des chiffres pour les États-Unis compense les révisions à la baisse opérées pour les autres grandes puissances économiques. Au niveau mondial, l'inflation globale devrait ralentir à 4,2 % en 2025 puis à 3,5 % en 2026, et elle devrait converger plus rapidement vers sa cible dans les pays avancés que dans les pays émergents et les pays en développement.

Le solde des risques pesant sur la croissance à moyen terme penche vers un scénario défavorable, tandis que les perspectives à court terme se caractérisent par des risques hétérogènes. Aux États-Unis, des facteurs d'amélioration pourraient stimuler à court terme une croissance déjà vigoureuse alors que dans les autres pays, les perspectives risquent plutôt d'être révisées à la baisse dans un contexte de forte incertitude sur le plan des politiques économiques. Les perturbations du processus de désinflation entraînées par l'action des pouvoirs publics pourraient mettre un frein au changement de cap vers un assouplissement de la politique monétaire, ce qui aurait des répercussions pour la viabilité des finances publiques et la stabilité financière. Pour gérer ces risques, les pouvoirs publics doivent s'attacher à équilibrer les arbitrages entre inflation et activité réelle, à reconstituer des marges de manœuvre et à relever les perspectives de croissance à moyen terme en accélérant les réformes structurelles et en renforçant les règles et la coopération multilatérales.

La progression du PIB mondial devrait atteindre 2,7 % en 2025, 3,3 % en 2026 et 3,2 % en 2027. Les projections pour les États-Unis tiennent compte d'un durcissement des politiques d'immigration et d'une extension des réductions d'impôts pour les particuliers et les entreprises mises en place en 2017 et devant expirer en 2025. Au Royaume-Uni, l'assouplissement

budgetaire ne devrait doper la croissance du PIB que temporairement, dans la mesure où les relèvements futurs de l'impôt sur les sociétés devraient peser sur l'activité du secteur privé et freiner par conséquent la croissance en 2027.

L'inflation prévue dans les économies avancées du G20 en 2025 est de 3,8%. Certains des facteurs ayant contribué à la désinflation au cours de l'année écoulée sont en train de se dissiper, tandis que d'autres sont exposés aux évolutions géopolitiques, aux événements météorologiques extrêmes ou à des événements imprévisibles. On continue de relever des signes clairs de croissance économique forte à court terme en Inde, relativement faible en Europe et modérée à court terme dans la plupart des autres grandes économies. L'activité économique devrait s'accélérer pour atteindre 1,5 % dans l'UE et 1,3 % dans la zone euro en 2025, et s'établir à 1,8 % dans l'UE et à 1,6 % dans la zone euro en 2026.

La hausse des prix des produits alimentaires devrait s'accroître en 2025 avant de ralentir quelque peu et se stabiliser globalement. Cette hausse s'est accentuée au cours des derniers mois, s'établissant à 2,9 % en octobre, principalement en raison d'effets de conditions météorologiques défavorables. Elle devrait s'accroître et atteindre environ 3,2 % d'ici mi-2025, sous l'effet, au moins initialement, de la hausse des prix des produits alimentaires non transformés et des augmentations substantielles supposées des prix des matières premières. Elle devrait ensuite revenir à 2,2 % en moyenne d'ici 2027, grâce à l'atténuation des tensions sur les coûts de l'énergie et les coûts de main-d'œuvre à moyen terme, et contribuer faiblement à l'inflation globale.

La hausse des prix de l'énergie devrait rester négative pendant la majeure partie de 2025. Les prix de l'énergie devraient continuer de baisser jusqu'au troisième trimestre 2025, principalement en raison des hypothèses orientées à la baisse pour les prix du pétrole, puis repartir à la hausse par la suite, principalement en raison d'effets de base liés aux carburants. Les prix de l'énergie seraient volatils au premier semestre 2025, en partie en lien avec le retrait de certaines mesures budgétaires liées à l'énergie. Dans l'ensemble, la hausse des prix de l'énergie devrait rester modérée, à des taux positifs mais demeurant inférieurs aux moyennes de long terme en 2026 et 2027. L'augmentation projetée pour 2027 reflète principalement un effet haussier largement temporaire découlant de la mise en œuvre d'un nouveau système d'échange de quotas d'émission (SEQE-2) pour le chauffage des bâtiments et les carburants destinés aux transports.

L'inflation devrait revenir de 2,9 % en 2024 à 1,9 % en 2027, principalement à travers une atténuation modérée de la hausse des prix des services. L'inflation est restée relativement stable depuis début 2024, même si cette évolution masque une certaine modération de la croissance des prix des biens industriels non énergétiques, qui a atteint des taux inférieurs aux moyennes de long terme, tandis que la hausse des prix des services a été relativement persistante et a stagné autour de 4 % depuis novembre 2023. La modération projetée de la hausse à partir de 2025 est due à un ralentissement progressif de la hausse des prix des services, sous l'effet de la poursuite de la résorption des chocs passés, et à une modération des tensions sur les coûts de main-d'œuvre.

### Prévisions régionales

Les régions des économies émergentes et en développement affichent des perspectives de croissance contrastées cette année. La croissance devrait s'affaiblir en Asie de l'Est et Pacifique ainsi qu'en Europe et Asie centrale, alors que plusieurs grandes économies de ces régions accusent une perte de vitesse. Elle devrait au contraire repartir à la hausse en Amérique latine et Caraïbes, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, ainsi qu'en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne, soutenue par une demande intérieure robuste. En 2026, la croissance devrait se raffermir dans la plupart des régions. Les risques pesant sur la croissance demeurent essentiellement baissiers, du fait notamment d'une évolution

défavorable des politiques commerciales mondiales. S'y ajoutent d'autres menaces : une intensification des conflits, une croissance plus faible dans les grandes économies, une inflation plus élevée et le ralentissement subséquent de l'assouplissement des politiques monétaires, ainsi que la survenue de catastrophes naturelles dues au changement climatique.

Asie de l'Est et du Pacifique :

La croissance devrait ralentir à 4,2% en 2025.

Europe et Asie centrale :

La croissance devrait fléchir à 2,9% en 2025.

Amérique latine et Caraïbes :

La croissance devrait remonter à 2,7% en 2025.

Moyen-Orient et Afrique du Nord :

La croissance devrait être de 4,2% en 2025.

Asie du Sud :

La croissance devrait atteindre 6,2% en 2025.

Afrique subsaharienne :

La croissance devrait grimper à 3,9% en 2025.

Dans l'UE, l'inflation était de 2,6 % en 2024, contre 6,4 % en 2023, et fléchit à 2,4 % en 2025 et 2 % en 2026. Dans la zone euro, l'inflation a atteint son pic à 10,6 % en octobre 2022 et est restée supérieure à 4 % pendant deux ans. Mais, elle a rapidement diminué et s'est établie à 2 % en octobre 2024. Selon les services de l'Eurosystème, l'inflation globale s'établirait à 2,1 % en 2025, 1,9 % en 2026 et 2,1 % en 2027. S'agissant de l'évolution des prix hors énergie et produits alimentaires, les services de l'Eurosystème tablent sur une hausse moyenne de 2,9 % en 2024, 2,3 % en 2025 et 1,9 % en 2026 et 2027. La plupart des mesures de l'inflation laissent entrevoir une inflation se stabilisant durablement autour de l'objectif du Conseil des gouverneurs de 2 % à moyen terme. La reprise anticipée s'appuierait essentiellement sur la hausse des salaires réels, qui devrait permettre aux ménages d'accroître leur consommation, et sur l'augmentation des investissements des entreprises. Le Conseil des gouverneurs a décidé en décembre 2024 d'abaisser les trois taux d'intérêt directeurs de la Banque Centrale Européenne : facilité de dépôt à 3%, opérations principales de refinancement à 3,15% et facilité de prêt marginal à 3,40 %.

L'économie européenne se redresse à la faveur de la riposte vigoureuse aux différentes crises. La reprise n'est cependant pas à la hauteur du plein potentiel de croissance économique de l'Europe. L'incertitude liée à la persistance de l'inflation hors alimentation et énergie, à l'orientation des politiques économiques et aux conflits géopolitiques assombrit les perspectives à court terme. À plus long terme, la faiblesse tenace de la croissance de la productivité, imputable à la petite taille du marché et au manque de dynamisme des entreprises et de nouveaux écueils liés à la fragmentation et au changement climatique, restreignent le potentiel de croissance. Des politiques macroéconomiques résolues devront être adoptées pour s'adapter à cet environnement incertain. Les décideurs devront normaliser la politique monétaire et réduire les déficits sans compromettre le redressement de l'économie. Ils devront également lever les obstacles qui entravent la croissance potentielle. Un marché unique plus vaste et mieux intégré pour les biens, les services et les capitaux stimulera l'investissement et l'innovation et permettra de réaliser des économies d'échelle. Une intégration européenne plus étroite renforcera aussi la résilience économique en protégeant les entreprises et les marchés du travail des tensions liées à la fragmentation mondiale.

Au cours des trois prochaines années, outre les mesures nationales, la tarification du carbone dans l'UE sera élargie pour couvrir de nouveaux secteurs. Cela aura une incidence sur la croissance, l'inflation et les finances publiques. La croissance du PIB devrait s'accélérer à moyen terme, soutenue par le redressement de la consommation, le renforcement de la demande extérieure et la dissipation des effets modérateurs du resserrement antérieur de la politique monétaire. L'amélioration continue du pouvoir d'achat des ménages, attribuable à la solide hausse des salaires et au recul de l'inflation, devrait soutenir la croissance de la

consommation privée. Les dépenses des ménages continueraient d'alimenter la reprise à moyen terme.

## Le contexte national

Pour rappel, l'inflation a atteint 4,9% en 2023 en France. Le scénario de référence de la Banque de France demeure celui d'une sortie de l'inflation sans récession, avec une reprise décalée à 2026 et 2027. L'inflation sous-jacente augmente légèrement sur un an et s'établit à +1,4 % en janvier 2025, après +1,3 % en décembre. La croissance resterait positive en 2025 mais diminuerait un peu. Conjointement à la reprise attendue de la demande chez nos partenaires européens, elle serait ensuite plus dynamique en 2026 et 2027, sous l'effet notamment d'une moindre inflation, et du desserrement réalisé de la politique monétaire. Le ralentissement des prix serait favorisé par celui des prix de l'alimentation, de l'énergie et des biens manufacturés, tandis que l'inflation dans les services baisserait plus lentement, expliquant un recul plus progressif de l'inflation sous-jacente vers 2 %. Le marché du travail commence à entrer dans une phase transitoire de ralentissement, concentrée sur l'année 2025.

Le retour de l'inflation à sa cible et la baisse progressive des taux directeurs, dans un contexte de croissance française modérée, constituent des éléments favorables pour la stabilité du système financier français. Le système financier français a fait face à une série de chocs importants, depuis 2020, et s'est adapté à un environnement de taux plus élevés depuis 2022. La solidité du secteur bancaire et assurantiel, les niveaux élevés de trésorerie des sociétés non financières et le taux d'épargne des ménages, toujours supérieur à sa moyenne pré-Covid, représentent autant de facteurs d'absorption des chocs. Néanmoins, des poches de vulnérabilités persistent pour les acteurs non-financiers les plus endettés, face à un environnement macroéconomique incertain. Des incertitudes renouvelées, liées à l'environnement politique national, l'économie internationale et l'aggravation des tensions géopolitiques, pourraient affecter l'activité et les marchés. En France, le contexte d'incertitude politique a entraîné un écartement entre les rendements des obligations souveraines françaises et allemandes, et à l'inverse un rapprochement avec le spread italien. Si le cas français demeure largement spécifique, la convergence des spreads au sein de la zone euro reflète une confiance des investisseurs dans la solidité des institutions européennes.

La croissance du PIB devrait diminuer en 2025 (0,8 %), tirée par l'ajustement budgétaire mais soutenue par l'assouplissement de la politique monétaire. L'activité devrait ensuite reprendre en 2026 (1,4 %), alimentée par la baisse des coûts de financement et une demande privée plus forte. Le déficit public devrait baisser à 5,3 % en 2025 et se stabiliser globalement en 2026. La dette publique devrait augmenter à environ 117 % du PIB d'ici 2026, contre 109,9 % en 2023, le déficit primaire restant important.

En 2026, l'activité économique devrait s'accélérer, portant la croissance du PIB réel à 1,4 %, grâce à un ajustement budgétaire plus faible et à une nouvelle baisse du coût du crédit. La croissance du PIB devrait être tirée par la demande intérieure privée, car le taux d'épargne devrait baisser modérément, et l'investissement privé devrait être soutenu par l'assouplissement de la politique monétaire.

La croissance de l'emploi devrait ralentir en 2025 et 2026 (+0,1 % et +0,4 % respectivement, après +0,5 % en 2024), car l'effet des contrats d'apprentissage sur la croissance de l'emploi diminue, les heures travaillées reviennent à leurs niveaux de 2019 et la productivité du travail rebondit. Le taux de chômage devrait remonter à 7,5 % et 7,6 % en 2025 et 2026, respectivement.

En janvier 2025, l'indice des prix à la consommation (IPC) augmente de 0,2 % sur un mois, comme en décembre. Cette hausse des prix s'explique par la hausse des prix des

services (+0,3 % après +0,5 %), notamment des services de santé (+2,4 % après +0,4 %) et de la protection sociale (+2,8 % après une stabilité), ainsi que de l'énergie (+1,6 % après +0,7 %), notamment ceux des produits pétroliers (+2,8 % après +1,0 %) et du gaz (+2,5 % après +1,5 %). Les prix de l'alimentation rebondissent (+0,3 % après -0,1 %). Les prix du tabac augmentent aussi sur un mois (+3,8 % après une stabilité en décembre). À l'inverse, les prix des produits manufacturés baissent sur un mois (-1,1 % après -0,5 %) du fait des soldes d'hiver. Corrigés des variations saisonnières, les prix à la consommation augmentent de 0,5 % en janvier 2025, après +0,2 % en décembre. Sur un an, les prix à la consommation augmentent de 1,7 % en janvier 2025, après +1,3 % en décembre. Cette hausse de l'inflation s'explique par l'accélération sur un an des prix des services (+2,5 % après +2,2 %) et de l'énergie (+2,7 % après +1,2 %) et par le rebond des prix des produits manufacturés (+0,2 % après -0,4 %). Sur un an, les prix de l'alimentation sont quasi stables (+0,1 % après une stabilité), et ceux du tabac augmentent moins vite qu'en décembre (+6,0 % après +8,7 %).

## LE CONTEXTE LOCAL à LEZIGNAN-CORBIERES

### DONNEES SOCIO-DEMOGRAPHIQUES

#### Une population âgée qui se stabilise

Population en historique depuis 1968

POP T1 - Population en historique depuis 1968								
	1968(*)	1975(*)	1982	1990	1999	2010	2015	2021
Population	7 558	7 355	7 514	7 881	8 266	10 539	11 285	10 952
Densité moyenne (hab/km <sup>2</sup> )	200,6	195,2	199,4	209,2	219,4	279,7	299,5	290,7

- (\*) 1967 et 1974 pour les DOM
- Les données proposées sont établies à périmètre géographique identique, dans la géographie en vigueur au 01/01/2024.
- Sources : Insee, RP1967 à 1999 dénombremments, RP2010 au RP2021 exploitations principales.

La population de la commune a continué d'augmenter entre 1999 et 2015. Nous constatons une baisse entre 2015 et 2021. En effet, la population est passée de 299,5 habitants/km<sup>2</sup> à 290,7 habitants/km<sup>2</sup>.

Population INSEE    2017 : 11 168 habitants  
                               2018 : 11 248 habitants (+ 0.716 %)  
                               2019 : 11 317 habitants (+ 0.61 %)  
                               2020 : 11 112 habitants.

La population de la commune continue de vieillir :  
 La catégorie des personnes de moins de 30 ans continue de baisser. Elle ne représente que 29,1 % de la population.  
 Les personnes âgées entre 30 et 59 ans connaissent l'évolution inverse.  
 Le nombre de personnes âgées de 60 à 89 ans a augmenté de manière significative.

## Population par sexe et âge en 2021

POP T3 - Population par sexe et âge en 2021				
Âge	Hommes	%	Femmes	%
<b>Ensemble</b>	<b>5 326</b>	<b>100,0</b>	<b>5 626</b>	<b>100,0</b>
0 à 14 ans	1 049	19,7	847	15,1
15 à 29 ans	891	16,7	795	14,1
30 à 44 ans	846	15,9	926	16,5
45 à 59 ans	878	16,5	1 001	17,8
60 à 74 ans	1 089	20,5	1 169	20,8
75 à 89 ans	513	9,6	722	12,8
90 ans ou plus	60	1,1	166	2,9

## Population par grandes tranches d'âges

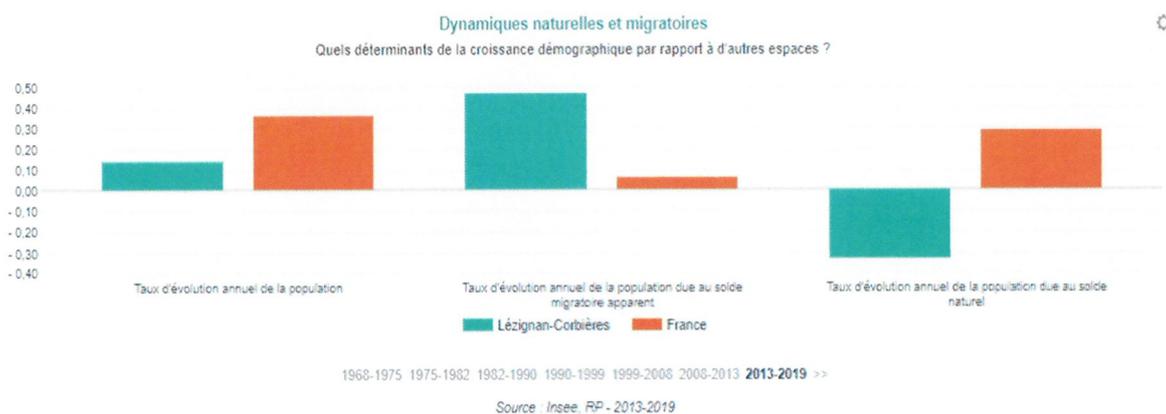
POP T0 - Population par grandes tranches d'âges						
Âge	2010	%	2015	%	2021	%
<b>Ensemble</b>	<b>10 539</b>	<b>100,0</b>	<b>11 285</b>	<b>100,0</b>	<b>10 952</b>	<b>100,0</b>
0 à 14 ans	1 848	17,5	2 085	18,5	1 896	17,3
15 à 29 ans	1 834	17,4	1 875	16,6	1 686	15,4
30 à 44 ans	1 864	17,7	1 941	17,2	1 772	16,2
45 à 59 ans	1 921	18,2	1 992	17,6	1 879	17,2
60 à 74 ans	1 766	16,8	2 042	18,1	2 259	20,6
75 ans ou plus	1 307	12,4	1 352	12,0	1 461	13,3

- Sources : Insee, RP2010, RP2015 et RP2021, exploitations principales, géographie au 01/01/2024.

Une population âgée s'installe, la commune attire les personnes retraitées : les personnes de 60 ans et plus représentent 33,90% de la population totale.

Depuis 1975, le taux de natalité est inférieur au taux de mortalité (-3.3 entre 2013 et 2019). Le solde naturel est négatif alors que la population continue à augmenter. Cette évolution est liée à un flux migratoire positif fortement conditionnée par l'attractivité du

territoire : le coût de la vie, le cadre de vie de type rural, la richesse de services marchands et non marchands...



## Une population fragile

Une population relativement fragile avec 1 748 personnes vivant seules, soit 35,7% de la population. Les familles monoparentales représentent 1515 personnes, soit 18,7% des ménages.

### Ménages selon leur composition

FAM T1 - Ménages selon leur composition									
Type de ménages	Nombre de ménages						Population des ménages		
	2010	%	2015	%	2021	%	2010	2015	2021
Ensemble	4 376	100,0	4 840	100,0	4 897	100,0	10 199	11 120	10 559
Ménages d'une personne	1 246	28,5	1 462	30,2	1 748	35,7	1 246	1 462	1 748
Hommes seuls	426	9,7	600	12,4	688	14,0	426	600	688
Femmes seules	820	18,7	862	17,8	1 060	21,6	820	862	1 060
Autres ménages sans famille	95	2,2	116	2,4	92	1,9	211	268	195
Ménages avec famille(s) dont la famille principale est :	3 034	69,3	3 263	67,4	3 057	62,4	8 741	9 390	8 616
Un couple sans enfant	1 414	32,3	1 425	29,4	1 410	28,8	2 955	2 929	2 905
Un couple avec enfant(s)	1 179	26,9	1 263	26,1	1 073	21,9	4 655	4 957	4 178
Une famille monoparentale	442	10,1	574	11,9	574	11,7	1 131	1 504	1 532

- Sources : Insee, RP2010, RP2015 et RP2021, exploitations complémentaires, géographie au 01/01/2024.

## Composition détaillée des ménages composés d'une seule famille

FAM T1bis - Composition détaillée des ménages composés d'une seule famille			
Ménages d'une famille	Nombre de ménages	%	Population des ménages
<b>Ensemble</b>	<b>3 012</b>	<b>100,0</b>	<b>8 401</b>
Couple sans enfant	1 382	45,2	2 786
<b>Couples avec enfant(s)</b>	<b>1 059</b>	<b>34,6</b>	<b>4 099</b>
Couple avec uniquement enfant(s) du couple	911	29,8	3 476
Couple avec au moins un enfant d'un seul des deux membre du couple	147	4,8	624
Famille monoparentale	571	18,7	1 515
Homme seul avec enfant(s)	123	4,0	311
Femme seule avec enfant(s)	448	14,7	1 204

- Sources : Insee, RP2021, exploitation complémentaire, géographie au 01/01/2024.

## Un habitat vieillissant mais une relance de la construction

### Résidences principales en 2021 selon la période d'achèvement

LOG T5 - Résidences principales en 2021 selon la période d'achèvement		
Période d'achèvement	Nombre	%
<b>Résidences principales construites avant 2019</b>	<b>4 855</b>	<b>100,0</b>
<i>Avant 1919</i>	469	9,7
<i>De 1919 à 1945</i>	530	10,9
<i>De 1946 à 1970</i>	862	17,7
<i>De 1971 à 1990</i>	1 158	23,8
<i>De 1991 à 2005</i>	776	16,0
<i>De 2006 à 2018</i>	1 061	21,9

- Source : Insee, RP2021 exploitation principale, géographie au 01/01/2024.

Le parc des résidences principales est vieillissant avec 38.3% des bâtiments construits avant 1970. Il convient cependant de noter que les constructions sur la période 2006 à 2018 représentent 21.9% des constructions de résidences principales. Celles-ci, bien que, vieillissantes sont bien pourvues en nombre de pièces : 69% d'entre elles disposent de 4 pièces.

## Résidences principales selon le nombre de pièces

LOG T3 - Résidences principales selon le nombre de pièces						
Nombre de pièces	2010	%	2015	%	2021	%
<b>Ensemble</b>	<b>4 383</b>	<b>100,0</b>	<b>4 791</b>	<b>100,0</b>	<b>4 890</b>	<b>100,0</b>
1 pièce	52	1,2	47	1,0	43	0,9
2 pièces	327	7,5	424	8,8	390	8,0
3 pièces	890	20,3	1 139	23,8	1 083	22,1
4 pièces	1 522	34,7	1 634	34,1	1 659	33,9
5 pièces ou plus	1 592	36,3	1 547	32,3	1 715	35,1

- Sources : Insee, RP2010, RP2015 et RP2021, exploitations principales, géographie au 01/01/2024.

## Le niveau d'instruction faible et un taux de chômage élevé

### Scolarisation selon l'âge et le sexe en 2021

Âge	Ensemble	Population scolarisée	Part de la population scolarisée en %		
			Ensemble	Hommes	Femmes
2 à 5 ans	477	322	67,5	67,1	68,0
6 à 10 ans	636	630	99,0	99,0	99,0
11 à 14 ans	578	578	99,9	100,0	99,7
15 à 17 ans	460	356	77,4	74,9	80,9
18 à 24 ans	792	248	31,2	32,4	29,9
25 à 29 ans	433	21	4,8	3,2	6,1
30 ans ou plus	7 370	69	0,9	1,0	0,9

- Source : Insee, RP2021 exploitation principale, géographie au 01/01/2024.

Malgré l'existence de 2 classes de Toutes Petites Sections (TPS), le taux d'enfants scolarisés entre 2 et 5 ans est relativement faible avec une moyenne de 67,5%. Le taux de scolarisation remonte à 99,4% pour les 6-14 ans puis descend à 77,4% pour les 15-17 ans. Ce phénomène de déscolarisation s'aggrave sur la tranche d'âge des 18-24 ans (31,2% de la population scolarisée).

## Diplôme le plus élevé de la population non scolarisée de 15 ans ou plus selon le sexe en 2021

FOR T2 - Diplôme le plus élevé de la population non scolarisée de 15 ans ou plus selon le sexe en 2021			
Diplôme	Ensemble	Hommes	Femmes
<b>Population non scolarisée de 15 ans ou plus</b>	<b>8 362</b>	<b>3 898</b>	<b>4 464</b>
Part des titulaires en %			
Aucun diplôme ou certificat d'études primaires	33,6	32,9	34,1
BEPC, brevet des collèges, DNB	7,3	6,3	8,2
CAP, BEP ou équivalent	25,6	29,7	22,0
Baccalauréat, brevet professionnel ou équivalent	15,4	14,6	16,1
Diplôme de l'enseignement supérieur de niveau bac + 2	7,8	7,0	8,6
Diplôme de l'enseignement supérieur de niveau bac + 3 ou bac + 4	5,8	4,4	7,1
Diplôme de l'enseignement supérieur de niveau bac + 5 ou plus	4,5	5,1	3,9

- Source : Insee, RP2021 exploitation principale, géographie au 01/01/2024.

Le niveau d'étude et de diplôme influent sur le taux de chômage et le niveau des emplois. Or, 66,5 % de la population non scolarisée de plus de 15 ans n'a pas de diplôme ou au mieux le BEPC, le CAP ou le BEP. Ce taux était de 64,5% l'année précédente.

## Chômage et emploi

La population active (15-64 ans) représente 6068 personnes, soit 61,6% de la population. Les inactifs, représentent quant à eux 38,4% de la population. Le taux de chômage s'élève à 19,7%, tandis que celui des 15-24 ans atteint 36,4%.

### Chômage (au sens du recensement) des 15-64 ans

EMP T4 - Chômage (au sens du recensement) des 15-64 ans			
Nombre de chômeurs et taux de chômage	2010	2015	2021
<b>Nombre de chômeurs</b>	<b>817</b>	<b>959</b>	<b>734</b>
Taux de chômage en %	20,5	22,7	19,7
Taux de chômage des 15 à 24 ans	39,0	42,7	36,4
Taux de chômage des 25 à 54 ans	17,5	20,0	18,1
Taux de chômage des 55 à 64 ans	14,1	13,9	12,0

- Sources : Insee, RP2010, RP2015 et RP2021, exploitations principales, géographie au 01/01/2024.

## Population active de 15 à 64 ans selon la catégorie socioprofessionnelle

EMP T3 - Population active de 15 à 64 ans selon la catégorie socioprofessionnelle						
Catégorie socioprofessionnelle	2010	dont actifs ayant un emploi	2015	dont actifs ayant un emploi	2021	dont actifs ayant un emploi
<b>Ensemble</b>	<b>3 792</b>	<b>2 979</b>	<b>4 278</b>	<b>3 272</b>	<b>3 627</b>	<b>2 952</b>
dont						
<i>Agriculteurs exploitants</i>	41	41	35	35	25	22
<i>Artisans, commerçants, chefs d'entreprise</i>	400	351	360	331	309	293
<i>Cadres et professions intellectuelles supérieures</i>	272	256	313	288	245	215
<i>Professions intermédiaires</i>	714	615	828	714	700	642
<i>Employés</i>	1 276	962	1 489	1 096	1 252	1 020
<i>Ouvriers</i>	968	754	1 096	808	984	761

- Sources : Insee, RP2010, RP2015 et RP2021, exploitations complémentaires, géographie au 01/01/2024.

## Population de 15 à 64 ans par type d'activité

EMP T1 - Population de 15 à 64 ans par type d'activité			
Type d'activité	2010	2015	2021
<b>Ensemble</b>	<b>6 329</b>	<b>6 525</b>	<b>6 068</b>
<b>Actifs en %</b>	<b>63,1</b>	<b>64,9</b>	<b>61,6</b>
Actifs ayant un emploi en %	50,2	50,2	49,4
Chômeurs en %	12,9	14,7	12,1
<b>Inactifs en %</b>	<b>36,9</b>	<b>35,1</b>	<b>38,4</b>
Élèves, étudiants et stagiaires non rémunérés en %	7,2	7,7	8,2
Retraités ou préretraités en %	11,7	9,8	7,9
Autres inactifs en %	18,0	17,7	22,4

- Sources : Insee, RP2010, RP2015 et RP2021, exploitations principales, géographie au 01/01/2024.

## Un tissu économique toujours affecté par l'inflation

Lézignan-Corbières dispose d'une offre de commerces, de services de proximité et des services intermédiaires diversifiée, rayonnant sur les communes des alentours qui ne disposent pas d'autant de services. Outre les commerces, la commune dispose d'une offre de soins de qualité (médecins, pharmacies, spécialistes...) et même d'un centre hospitalier. Toutefois, il importe de souligner que les médecins généralistes sont proches de la retraite.

### Établissements actifs employeurs selon les sphères de l'économie fin 2022

RES T3 - Établissements actifs employeurs selon les sphères de l'économie fin 2022				
Sphère économique	Établissements		Effectifs	
	Nombre	%	Nombre	%
<b>Ensemble</b>	<b>498</b>	<b>100,0</b>	<b>5 345</b>	<b>100,0</b>
Sphère productive	151	30,3	1 654	30,9
<i>dont domaine public</i>	1	0,2	6	0,1
Sphère présentielle	347	69,7	3 691	69,1
<i>dont domaine public</i>	20	4,0	1 297	24,3

- Champ : hors secteur de la défense et hors particuliers employeurs.
- Source : Insee, Flores (Fichier localisé des rémunérations et de l'emploi salarié) en géographie au 01/01/2024.

### Effectifs par secteur d'activité agrégé et taille d'établissement fin 2022

RES T2 - Effectifs par secteur d'activité agrégé et taille d'établissement fin 2022							
Secteur d'activité	Total	%	1 à 9 salariés(s)	10 à 19 salariés	20 à 49 salariés	50 à 99 salariés	100 salariés ou plus
<b>Ensemble</b>	<b>5 345</b>	<b>100,0</b>	<b>1 045</b>	<b>735</b>	<b>1 091</b>	<b>1 103</b>	<b>1 371</b>
Agriculture, sylviculture et pêche	43	0,8	22	0	21	0	0
Industrie	516	9,7	94	99	199	0	124
Construction	170	3,2	83	61	26	0	0
Commerce, transports, services divers	2 644	49,5	733	467	511	695	238
<i>dont commerce et réparation automobile</i>	1 115	20,9	312	198	196	171	238
Administration publique, enseignement, santé, action sociale	1 972	36,9	113	108	334	408	1 009

- Champ : hors secteur de la défense et hors particuliers employeurs.
- Source : Insee, Flores (Fichier localisé des rémunérations et de l'emploi salarié) en géographie au 01/01/2024.

Nous observons que le secteur du commerce, des transports et des services divers atteint presque 50% des effectifs. Celui de l'Administration publique, de l'enseignement, de la santé et de l'action sociale représente 36,9% ; il constitue ainsi une part importante des effectifs.

Par ailleurs, il importe de souligner que la réhabilitation du Cours de la République devrait revitaliser les commerces du centre-ville.

## Revenus et pauvreté des ménages

Le revenu médian lézignanais en 2021 était de 19 390€ annuels.

Un autre indicateur de pauvreté est le nombre de ménages fiscaux sur la commune et le ratio de ménages fiscaux imposés.

Nombre de ménages en 2020 : 4 900

Nombre de ménages fiscaux en 2021 : 4 398.

Le taux de pauvreté en 2021 était de 24% pour une moyenne départementale de 20,8%. En 2021, le seuil de pauvreté Insee était de 1 102 € pour une personne et 2 314 euros pour un couple avec deux enfants de moins de 14 ans. Le taux de pauvreté des -30 ans représentait 51% de la population.

### Ménages fiscaux de l'année 2021

REV T1 - Ménages fiscaux de l'année 2021	
	2021
Nombre de ménages fiscaux	4 398
Nombre de personnes dans les ménages fiscaux	9 069
Médiane du revenu disponible par unité de consommation (en euros)	19 390
Part des ménages fiscaux imposés (en %)	38

Champ : ménages fiscaux - hors communautés et sans abris.

Source : Insee-DGFiP-Cnaf-Cnav-Ccmsa, Fichier localisé social et fiscal (Filosophi) en géographie au 01/01/2023.

### Décomposition des revenus disponibles sur l'année 2021

REV T2 - Décomposition des revenus disponibles sur l'année 2021	
Composition du revenu disponible	part en %
<b>Ensemble</b>	<b>100,0</b>
Revenus d'activité	52,1
dont salaires et traitements	43,8
dont indemnités de chômage	3,1

## REV T2 - Décomposition des revenus disponibles sur l'année 2021

Composition du revenu disponible	part en %
dont revenus des activités non salariées	5,2
Pensions, retraites et rentes	40,8
Revenus du patrimoine et autres revenus	8,1
Ensemble des prestations sociales	11,2
dont prestations familiales	2,6
dont minima sociaux	6,3
dont prestations logement	2,3
Impôts	-12,2

- Champ : ménages fiscaux - hors communautés et sans abris.
- Source : Insee-DGFiP-Cnaf-Cnav-Ccmsa, Fichier localisé social et fiscal (Filosofi) en géographie au 01/01/2024.

## Le quartier prioritaire

Il existe de grandes disparités de niveau de vie sur le territoire de la commune avec des classes sociales moyennes voire aisées sur les écarts et la présence d'un quartier prioritaire (QPV) en centre-ville. La population de Lézignan est une population fragile en raison de son faible niveau de revenus et de qualification. Ce QPV compte environ 3 000 habitants, soit un peu plus d'un quart de la population de la commune. A titre de comparaison, les quartiers prioritaires de Carcassonne et Narbonne représentent 20 % de la population ; celui de Limoux représente 16%.

Ce quartier constitue un îlot de pauvreté dans un environnement déjà défavorisé, le niveau d'instruction est plus faible que sur le reste du territoire communal, les habitations plus petites et plus vieilles, ... Les habitants du QPV conjuguent pauvreté monétaire et difficultés d'insertion professionnelle et sociale. Moins de la moitié des personnes en âge de travailler exercent un emploi et environ 3 jeunes sur 10 du quartier sont scolarisés.

## **L'ACTION DU CCAS ET LES MOYENS FINANCIERS**

Les budgets pour 2025 alloués aux ministères permettent de financer les priorités du Gouvernement : l'éducation, la justice, la sécurité ou encore la défense nationale. Ainsi, plusieurs secteurs bénéficient des principales hausses de crédits budgétaires par rapport à la loi de finances pour 2024 : le Ministère de l'Intérieur, celui de la Justice et celui des Armées.

## Les missions du CCAS de Lézignan-Corbières

### **Les missions obligatoires**

Le CCAS de Lézignan assure les missions obligatoires définies par le code de l'action sociale et des familles (CASF) et notamment par l'article L.123-5 dans le cadre d'une action

générale de prévention et de développement social dans la commune en liaison avec les institutions publiques et privées. Il participe à l'instruction des demandes d'aide sociale dans les conditions fixées par voie réglementaire et transmet les demandes dont l'instruction incombe à une autre autorité. L'établissement du dossier et sa transmission constituent une obligation, indépendamment de l'appréciation du bien-fondé de la demande. Le CCAS procède également, sous réserve du respect des conditions réglementaires, à la domiciliation des personnes sans domicile.

Dans le cadre de ces missions obligatoires, le CCAS de Lézignan a pré-instruit ou instruit en 2024 : 59 dossiers de demande d'APA et 33 dossiers de demande d'APAE, 39 dossiers d'hébergement et 23 dossiers de demande de service ménager (portage de repas et télé-sécurité hors APA).

### **Les missions facultatives**

Le CCAS de Lézignan est amené à examiner et attribuer des aides financières exceptionnelles (aide alimentaire, aide visant l'accès à une fourniture minimum d'eau et d'énergie...) validées par le conseil d'administration.

Dans le cadre de ses missions facultatives, le CCAS intervient à titre subsidiaire et complémentaire de l'action du Conseil Départemental et des associations caritatives. Ceci peut expliquer pourquoi le CCAS ne gère que peu de demandes d'aide alimentaire.

Néanmoins, le constat établi fin 2024 est que la Croix Rouge Française et les Restaurants du Cœur ont été davantage sollicités par rapport à l'an passé. Respectivement, ce sont 65 familles lézignanaises, soit 149 personnes et 173 familles lézignanaises, soit 544 personnes qui ont été accueillies par ces deux associations pour de l'aide alimentaire.

## **Le budget du CCAS de Lézignan-Corbières**

### **Situation financière du CCAS pour l'exercice 2024**

#### **1. Les recettes**

##### Les recettes de fonctionnement

Elles sont constituées du produit des « ventes » des concessions funéraires d'un montant de 17257 €.

Au 31/12/2024, il ressort un excédent de fonctionnement de 35489,60 € en raison d'un report de solde de 52072,71 € de l'exercice 2023.

##### Les recettes d'investissement

Pas de recettes, le solde de la section d'investissement est de 0 €.

#### **2. Les dépenses**

##### Les dépenses de fonctionnement

Les principales dépenses de fonctionnement sont des dépenses liées à l'exécution des missions obligatoires du CCAS, en l'occurrence la pré-instruction des dossiers d'aide sociale (demande d'APA, de logement social...).

Les autres dépenses sont réalisées dans le cadre des missions facultatives du CCAS, il s'agit notamment des aides exceptionnelles et de l'organisation de l'opération des bons d'achat «Lézibons» qui a coûté 27264,80 € en 2024 mais permet une opération solidaire à double titre : pour les personnes âgées et pour les commerçants.

#### Les dépenses d'investissement

Pour l'exercice 2024, il n'y a ni recettes ni dépenses en section d'investissement.

#### **Prospection financière du CCAS pour l'exercice 2025**

Les recettes seront estimées au même niveau que celles effectivement réalisées en 2024 alors que les dépenses en aides aux familles seront « provisionnées » à hauteur de 12 000 € pour satisfaire une demande accrue en raison de la crise économique.

#### **1. Les recettes de fonctionnement : les Produits du domaine (chapitre)**

Ce compte est alimenté par les produits des ventes de concessions funéraires d'un montant estimé de 17257 € (base 2024).

A noter que le CCAS encaisse la totalité du prix payé lors de « l'acquisition » d'une concession ou d'une case funéraire. Cette pratique bien que légale n'est pas courante. La quote-part versée au CCAS pourrait être diminuée à un tiers du prix de « vente » par délibération du Conseil Municipal.

#### **2. Les dépenses de fonctionnement**

##### Chapitre 11 : charges à caractère général : 33840,11€

Ce chapitre comprend les dépenses courantes notamment les frais de l'opération «Lézibons» qui a coûté 27264,80 € en 2024 et qui sera renouvelée en 2025.

##### Chapitre 12 : charges de personnel

Le CCAS ne dispose pas actuellement d'un personnel propre. Il s'agit d'agents de la Commune mis à disposition du CCAS. Cette mise à disposition n'a pas donné lieu au versement par le CCAS de la contrepartie financière prévue. Cette contrepartie évaluée à 35 000.00 € doit cependant être inscrite au budget.

##### Chapitre 65 : autres dépenses de gestion courante

Il s'agit des versements éventuels d'aides et secours. Compte tenu de l'impact économique et social de la crise sanitaire, il faut craindre une augmentation des demandes de la population en matière « d'aides alimentaires et vestimentaires » courant 2025.

Le budget prévisionnel 2024 prévoyait une somme de 12 000 € pour permettre d'apporter une aide de 500 euros à 24 familles.